

Le Mouton NOIR

Journal départemental
n° 6



dgfip.cgt.fr/93

EDITORIAL

ON LACHE RIEN !

Le 10 octobre dernier, nous étions 33 % de grévistes dans l'ensemble de la DGFIP, avec près de 30 % des fonctionnaires. Preuve que nous sommes prêts à combattre : combattre pour nos salaires gelés depuis des années, combattre pour nos conditions de travail saccagées par les suppressions d'emplois et les restructurations, combattre pour défendre nos statuts remis en cause par tous les gouvernements successifs. Face à ce mouvement organisé par les salariés avec leurs syndicats, le gouvernement décide de réagir par la violence et la provocation, au niveau national comme au niveau local : pendant que le gouvernement acte la disparition de l'ISF pour favoriser les plus riches, notre Direction Générale décide de façon unilatérale de faire voler en éclat tout notre système de mutation quelques jours après la grève (1), et valide l'ensemble du plan de restructurations départemental. Au même moment, Ollivier Gloux refuse de recevoir les élus du département mobilisés avec les agents en grève (2) et se pavane de provocations en provocations devant les représentants du personnel tout en dévoyant l'intranet départemental (3) pour défendre (sans succès) sa politique de casse du service public. Ou quand le tragique le dispute au pitoyable...

Le nombre de grévistes et la réaction de notre administration amènent une interrogation : qu'est-ce qui leur permet de continuer à imposer cette politique de casse ? Malgré des taux de grèves de plus en plus importants, malgré les mobilisations publiques et privé contre la Loi Travail, le gouvernement tente le passage en force en espérant prendre de vitesse les agents, en tapant de plus en plus fort pour nous écraser avant que nous puissions réagir. Notre forte mobilisation le 10 octobre dernier et l'indignation générale face aux attaques contre nos droits posent la question de la reconduction de la grève. Parce que nous tenons là une arme redoutable : cela a évidemment eu peu d'échos dans la presse, mais la grève reconductible des routiers et la menace de grève reconductible des dockers leur ont permis de faire reculer patronat et gouvernement et de sanctuariser primes et conditions de travail malgré la nouvelle loi travail. C'est la preuve qu'ils peuvent céder, mais qu'ils ne cèdent pas tant qu'ils ne sont pas menacés directement par la mobilisation des salariés, menacés au portefeuille par la grève reconductible ou menacés par la peur de l'extension de la grève. Oui, nous avons encore de larges champs d'actions. Oui, il est encore possible de les faire reculer. Oui, nous pouvons encore gagner, tous ensemble.

Le 16 novembre prochain, les organisations syndicales CGT, FO, Solidaires, FSU ainsi que les organisations de jeunesse appellent à une journée de grève interprofessionnelle public/privé contre la Loi Travail XXL, contre les dangers sur l'assurance chômage ou le devenir des étudiants, contre les atteintes au service public et à la Sécurité Sociale. C'est bien l'ensemble de la politique gouvernementale que nous allons combattre dans l'unité ce jour là.

Nous appellerons une nouvelle fois à se rassembler devant la Direction Départementale à 10h sur l'esplanade le matin du 16 pour exiger le retrait du plan de restructurations engagé par la Direction Départementale, avant d'aller manifester avec l'ensemble des salariés sur Paris l'après-midi.

Le lendemain, sur tous les sites, nous appellerons tous les agents de la DDFIP 93 à se réunir en Assemblée Générale pour décider de voter ou non la reconduction de la grève !

(1) : Voir, entre autres, notre dossier page 2.

(2) : La réponse des élus publiée le 25 octobre est consultable sur le site dgfip.cgt.fr.

(3) : Suite à l'un de nos communiqués, Ollivier Gloux s'est servi d'Ulysse 93 pour publier sa réponse à la CGT !!!

Le Mouton **NOIR** Le Mout

DOSSIER

MUTATION :

D'un droit vers une arnaque

La Direction Générale (DG) a communiqué aux organisations syndicales ses projets en matière de mutation, et ce n'est pas triste. Enfin, un peu quand même...

UNE AFFECTION AU BON VOULOIR DE LA DIRECTION
Aujourd'hui, l'ensemble des collègues A, B et C sont affectés dès le niveau national sur une direction, une RAN et une spécialité ou une structure. Le système n'est pas parfait mais cela permet d'avoir une connaissance assez précise de son affectation dès le niveau national.

Pour 2018, si rien ne change, au mouvement national, les agents de catégorie A, B et C seront affectés sur une direction. Aucune autre précision concernant une zone géographique infra-départementale ou un domaine d'activités ne sera définie. Ainsi, une fois accepté la mutation au national, plus moyen de refuser l'affectation locale.

Un exemple : si vous êtes d'Arras dans le 62 et que vous faites plus une heure et demie de transport pour venir dans le 93, vous décidez de retrouver votre vie de famille, voir une vie tout court, et vous faites une demande de mut⁷. Vous obtenez le Pas-de-Calais ! Youpi ! ou pas... Car vous avez obtenu Calais, qui se trouve à une heure et demie en train ou deux heures en voiture... en plus, vous avez désormais une indemnité de résidence inférieure, donc moins d'argent...

UNE VOLONTE DE BLOQUER LES AGENTS

La DG veut imposer le blocage pendant 3 ans sur le poste de 1ère affectation pour tous les agents A, B et C lors du recrutement, mais aussi en cas de promotion, ce qui devrait concerner chaque agent à un moment de sa carrière. Cette volonté d'entraver le droit à mutation des agents se décline aussi sur le délai de séjour entre deux mutations. Si actuellement il est possible de demander une mutation tous les ans, c'est désormais tous les deux ans. Enfin, après avoir liquidé les mouvements complémentaires des catégories A et B, la DG s'attaque à celui des C administratif. Rappelons que ce mouvement permet de combler les vacances d'emploi, notamment ceux générés par les départs en retraite. Pour information, la DG avait indiqué en avril que l'appel de la liste complémentaire de cette année serait de 200 à 300 agents. Résultat : recrutement de 1650 stagiaires en juin et de 900 en octobre...

DES INCIDENCES AU-DELA DES MUTATIONS

Jusqu'à maintenant, en cas de suppression de postes, c'était la garantie RAN/Structure qui s'appliquait. En détruisant l'affectation à la RAN/Mission structure, cela revient à annihiler toutes les garanties des personnels en cas de suppressions de postes.

Enfin, une possibilité serait également offerte au directeur qui pourrait « par exception et dans le cadre de son dialogue social, lever le délai de séjour pour tenir compte de certaines situations ». Dans la mesure où la DG s'attaque au dialogue social, on imagine facilement le pouvoir dont pourra disposer un DDFIP...

Le 16 novembre au matin, nous serons devant la Direction Départementale pour réclamer le retrait de ce projet inique. Et vous, ce jour-là, vous faites quoi ?

on NOIR Le Mouton NOIR

BREF !

LE 16 NOVEMBRE, PRIVE/PUBLIC : TOUS ENSEMBLE !

La France c'est beaucoup de choses, mais c'est/c'était le pays des travailleurs protégés, des services publics de qualité sur tout le territoire, et avec des moyens. Ça n'a pas toujours été le cas, et ça ne sera peut-être plus le cas si on ne ravive pas le moteur de tout cela : le combat social. Sans rentrer dans les idéologies, il s'agit simplement de la volonté de tout un chacun (ce qui exclu quand même les pontes du CAC 40) d'avoir une vie meilleure.

Il ne faut pas se voiler la face, les ordonnances vont changer notre société en profondeur : précarisation des salariés, recul de l'égalité homme/femme*, limitation de l'action des syndicats, convention négociable dans tous les domaines jusqu'à l'aménagement du temps de travail pour les femmes enceintes ou le nombre de jour de congé pour un deuil...

Cette politique de diktat du monde de la finance sur notre pays ne s'arrête pas au privé où évoluent nos proches ou nos voisins, mais s'étend aussi aux services publics : la réduction s'est faite au niveau des horaires d'ouverture, puis du nombre de fonctionnaires, puis du nombre de centre. Les centres d'appel et les bornes internet sont-ils le seul avenir du service public ? On se dit que c'est impensable, pas dans tous les domaines, pas le système de santé dont nous sommes si fiers par rapport nos voisins. Le fait, par exemple, que les pompiers fassent désormais un diagnostic par téléphone avant de se déplacer est assez parlant...

Il est grand temps de mettre un coup d'arrêt à cette politique et d'exiger de véritables mesures de progrès social en faveur des salariés, des jeunes, des retraités. Notre pays en a largement les moyens : la France est championne d'Europe des dividendes versés à ses actionnaires (54 milliards d'euros l'an dernier).

Toutes les conquêtes sociales ont été gagnées par la lutte.
Le 16 novembre, journée nationale interprofessionnelle et intersyndicale
Grèves et manifestations partout en France
Si on agit, il est possible de gagner !

**voir la tribune du 6 septembre sur Médiapart signé par 60 personnalités féminines de tous horizons.*

VOUS N'AVEZ RIEN ENTENDU ?

Comment ?

A l'époque, la fusion des quatre pôles enregistrement en un seul Service D'Enregistrement (SDE) composé de 14 personnes avait fait du bruit. Du bruit, car les 14 collègues en question étaient tous des « petits » nouveaux. à ce jour, moins de 20 % de l'effectif est resté, c'est vous dire si ça fonctionne...

Mais actuellement, si le SDE fait du bruit, c'est surtout pour nos collègues y travaillant encore : pour les centaines de contribuables piétinant dans le hall, il n'y a que 5 guichets à l'accueil... pour lequel aucun système sérieux de limitation du bruit n'a été prévu. Résultat, les collègues travaillent dans un brouhaha incessant, ne diminuant jamais, plus de bruit entraînant encore plus de bruit. Comme toujours, les collègues s'adaptent comme ils le peuvent : certains vont même jusqu'à s'équiper de boules Quies ou de casque...

Les syndicats ont interpellés la Direction plusieurs fois à ce sujet. La Direction, connaissant le terrain, a missionné un expert pour ces problèmes sonores. Expert qui s'est déplacé (on vous le donne en mille) un jeudi, jour de fermeture au public... La blague aurait pu s'arrêter là, étant déjà de mauvais goût, mais non : l'expert, constatant la taille du bâtiment pris dans son ensemble, conclut à l'infaisabilité de l'étude...

Des propositions vont être émises nous a-t-on assuré, nous serons donc vigilant et le sujet ne risque pas d'être oublié dans les instances paritaires !

UNE INDIGNATION TRES QUALIBREE

Ou quand l'offuscation se fait sélective...

En réponse au communiqué informatif de la CGT suite à la grève du 10 octobre*, notre directeur départemental Olivier Gloux s'est arrogé un droit de réponse sur Ulysse 93, transformant par la même occasion notre site d'information en blog de règlements de comptes. Et comme le communiqué de la CGT faisait deux pages et pas une de plus, hé bien Monsieur Gloux a décrété que sa bafouille fera elle aussi deux pages et pas une de plus. Na.

Deux pages et pas une ligne de plus, donc, où, le cœur probablement fendu et la lèvre certainement tremblante pendant que la pointe de son stylo Montblanc courait sur le papier, Monsieur Gloux s'est plaint de propos « acrimonieux, insultants et mensongers ». Calimero n'a qu'à rentrer dans sa coquille... Deux pages outrées, où notre directeur départemental s'est défendu maladroitement, parlant de « regroupements » de service plutôt que de fermetures de centres (sic), a argué « un rendez-vous prévu de longue date » qui l'aurait empêché de rencontrer les élus le 10 octobre alors qu'une demande d'audience lui avait été communiquée au moins une semaine à l'avance (s'il était vraiment empêché, il aurait pu en informer les élus avant, non ?), se félicitant de l'arrivée de 70 agents C dans le département (et la mobilisation profonde des agents et des syndicats depuis des années, ça compte pour du beurre ?), ou déclarant qu'il « serait toujours réceptif aux propositions constructives » (chaque personne ayant eu affaire à lui lors d'audiences sait ce qu'il en est vraiment). Deux pages, donc, de plaintes, de contrevérités, de louvoiements.

Par contre, encore une fois et comme toujours, pas un paragraphe sur la colère grandissante des usagers. Pas une ligne de remerciement et d'encouragement pour les agents. Pas un mot pour nos collègues en détresse. Rien. Nada. Mais arrivé au bout de ses « deux-pages-et-pas-une-de-plus », Monsieur Gloux n'avait certainement plus la place pour cela. Et puis, Ulysse 93, ce n'est pas fait pour ça...

UNE RETRAITE BIEN MERITEE !

Très cher Monsieur Gloux,

Toutes choses ont une fin, même les meilleures. Et c'est avec résignation, c'est l'œil humide d'émotion que le Mouton Noir se doit d'aborder, pour ce billet, la triste nouvelle : votre départ à la retraite.

Un départ en retraite est toujours un moment émouvant : on organise un petit pot avec ce que notre prime de fin de carrière nous permet (le plus souvent, Coca tiède et Tucs saveur Nature), on se souvient des bons moments passés avec ses collègues, on fait avec fierté le bilan de ce que l'on a accompli... Aussi, puisque l'heure du jugement est hélas arrivée, le Mouton Noir se joint à vos agents du 93 pour vous signifier leur éternelle reconnaissance pour tout ce que vous avez accompli, pour eux, pour les usagers de la Seine-Saint-Denis et, oserait-on dire, pour la France. Ainsi, Monsieur Gloux, du fond du cœur : bravo, et merci.

Bravo pour la fusion des SIE de Saint-Denis, de Montreuil et du Blanc Mesnil/Aulnay-sous-Bois qui vous a permis de supprimer trois services d'un coup ! Bravo pour la fermeture des trésoreries impôts de Gagny et d'Aulnay ! Félicitations pour la future spécialisation des trois trésoreries mixtes d'Epinais, de Stains et de Tremblay qui perdrons de ce fait leur mission recouvrement impôt ! Et pour la création du SDIF par fusion des deux anciens CDIF : applaudissements ! Pour la mise en place de l'accueil sur rendez-vous aux CFP de Saint-Ouen et Neuilly-sur-Marne avec pour ce dernier l'expérimentation d'une caisse sans numéraire : Ola ! Au nom des « Séquano-Dionysiens », merci pour avoir regroupé les Services Enregistrements de Bobigny, du Raincy, de Montreuil et de Saint-Denis en un seul pour tout le département ! Chapeau bas pour la fermeture programmée des trésoreries de Neuilly-Plaisance, de Bagnolet et de La Courneuve-Municipale ! Et surtout, surtout, gloire à vous pour avoir eu l'idée géniale de créer le Centre de Contact de Chartres qui, selon vous, était « censé alléger les files d'attente devant les guichets (1) », et qui restera comme l'un de vos succès les plus éclatants ! Si Godzilla avait été directeur départemental à votre place, il n'aurait pas mieux fait ! Vraiment, Monsieur Gloux, vous avez placé la barre très haute ; votre remplaçant (que l'on attend avec impatience) va adorer l'état dans lequel vous lui laissez le département ! Alors que le « neuf-trois » chauffe de plus en plus, ses usagers (qui devront bientôt prendre le Transilien pour payer leurs impôts) vous disent encore merci ; grâce à vous, ils se sentent encore moins exclus par notre République. Au nom de la paix sociale, de l'égalité et du « vivre-ensemble », le gouvernement actuel peut être fier de vous ! Ha ça, vous l'avez bien mérité votre grade de chevalier de la Légion d'honneur (2)!

Haaa, Monsieur Gloux, comme nous allons regretter votre empathie sans borne ! Comme votre soutien inconditionnel et vos encouragements continuels à vos agents vont créer un vide après votre départ ! Comme vos billets sur Ulysse93.Blog nous manqueront ! Mais voyons le bon côté de la vie : à présent, adieu les rencontres ennuyeuses avec ces immobilistes et ces passésistes de la CGT ! Et bonjour les longues heures de vols au-dessus de la plèbe du 93 avec l'Aéro-Club des Finances dont vous faites (faisiez ?) partie ! Vraiment, du fond du cœur : bon vent, Monsieur Gloux !

Il est d'usage, pour chaque pot de départ, de faire circuler une enveloppe pour pouvoir offrir un joli cadeau au futur inactif. Et les choses étant ce qu'elles sont, nous savons que beaucoup de retraités se retrouvent dans la précarité à la fin de leur carrière. Aussi, cher Monsieur Gloux, si les nombreuses primes que vous toucherez à votre départ ne suffisent pas à vous assurer un train de vie décent, n'hésitez pas à en faire part au Mouton Noir ! Il se tient prêt à faire une quête parmi les agents du 93 qui, soyez-en sûrs, seront très généreux avec vous. Juste retour des choses... Le cadeau est déjà tout trouvé : un joli cadre en argent pour miroir de salle de bain. C'est joli, un cadre en argent pour miroir. Et puis, quand on a un cadre en argent autour de son miroir, ça doit être plus facile de se regarder dedans.

(1) Source : Le Parisien, 21 avril 2015. Morceau choisi : « Quel que soit le succès de ce test, il ne remettra pas en cause l'existence des 22 points d'accueil du 93 ». Il est interdit de rire...

(2) Source : Légifrance. Pour mémoire, la légion d'honneur, instaurée par le tyrannique Napoléon Bonaparte, récompense militaires et civils pour « services éminents rendus à la nation »...

Nom : _____ Prénom : _____
Date de naissance : _____ Numéro DGFIP : _____
Grade : _____ Échelon : _____ Temps Partiel : _____

Adresse personnelle

@ _____
☎ _____

Signature

Adresse professionnelle

@ _____
☎ _____

Date : _____



Section de la Seine-Saint-Denis

Je souhaite recevoir la presse syndicale :

- à mon adresse administrative
 à mon adresse personnelle

À renvoyer : Local syndical CGT, Centre des Finances Publiques
29 rue Parmentier 93100 Montreuil - Tél : 01 49 88 59 04